Conséquences pratiques : connectivité, points de passage obligés et confiance

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La connectivité, atout central

L'histoire de la première mondialisation montre que le principal atout de Singapour a toujours été sa connectivité. Le canal, l'escale charbonnière, le câble et les routes migratoires ont chacun multiplié les liens entre Singapour et le reste du monde, et chacun a accru la valeur du port. La place financière d'aujourd'hui repose sur le même principe. Ses banques, ses gestionnaires de fonds et ses maisons de négoce y sont présents parce que Singapour les relie à des marchés, des contreparties et des clients dans toute l'Asie et dans le monde.

La connectivité crée aussi une dépendance. Un port situé sur une seule route est exposé à tout ce qui ferme ou détourne cette route. Le canal, fermé à plusieurs reprises au XXe siècle et de nouveau perturbé lors de la crise de la mer Rouge de ces dernières années, illustre ce risque. Le chapitre V de la partie K examine l'exposition géopolitique de Singapour entre les États-Unis et la Chine.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les infrastructures et leur propriété

L'expropriation de la Tanjong Pagar Dock Company en 1905 montre comment l'État a traité à Singapour les infrastructures essentielles à l'économie. Il a laissé l'initiative privée les construire, est intervenu lorsque les propriétaires privés refusaient d'investir et les a indemnisés généreusement. La même approche s'observe dans les organismes publics (statutory boards) et les entreprises liées à l'État (government-linked companies) du Singapour indépendant. Les investisseurs dans les infrastructures singapouriennes ont intérêt à tenir compte de cette tradition, qui associe une forte protection de la propriété à l'attente que les actifs stratégiques servent l'intérêt public.

Liste de contrôle pour les investisseurs et les conseillers

- Évaluer l'exposition de toute structure de négoce, de transport maritime ou financière établie à Singapour à une perturbation des points de passage maritimes obligés tels que le détroit de Malacca, le canal de Suez et la mer Rouge.
- Tenir compte de la tradition réglementaire de contrôle public des infrastructures stratégiques, notamment des ports, des télécommunications et des infrastructures de données, lors d'investissements dans de tels actifs.
- Examiner les règles de concurrence et de conduite applicables aux accords de transport maritime et de logistique, car le système des conférences de 1897 montre que Singapour est depuis longtemps sensible au pouvoir de marché exercé par des opérateurs étrangers.
- Traiter les activités transfrontalières de transfert de fonds et de paiement comme des activités réglementées, soumises à licence et aux contrôles de lutte contre le blanchiment d'argent, à la différence des réseaux informels de l'époque des *qiaopi*.
- Intégrer la politique d'immigration et de permis de travail (employment passes), qui façonne l'offre de main-d'œuvre de Singapour depuis le Chinese Protectorate de 1877 et les restrictions des années 1930.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com